

Note de lecture, Nicolas Dufourcq

La dette sociale de la France, 1974-2024 [Odile Jacob, 10/2025, 544 pages]

Nicolas Dufourcq est un haut fonctionnaire (Sciences Po, HEC et ENA), directeur de la Banque publique d'investissement depuis 2013. Il retrace en 250 pages l'histoire de la dette française et ses causes. La seconde moitié de son livre reprend les interviews qu'il a menées au printemps 2025 : 12 politiques, 4 économistes, 3 philosophes, 6 syndicalistes, 24 fonctionnaires et conseillers, 1 investisseur. En annexe, les coûts des prestations de protection sociale en France en 2023, 888 Md€, sont détaillés.

Le point de vue de Nicolas Dufourcq et des personnes interviewées est particulièrement intéressant parce qu'ils sont l'élite de l'élite. Comprendre la manière de fonctionner de ces « décideurs » permet de savoir ce que l'on peut attendre d'eux, et aussi ce que l'on ne peut pas en attendre.

Le titre du livre peut choquer : les dépenses sociales seraient la cause de la dette. De fait, depuis les années 1970, on n'a pas cessé d'en rajouter, pour deux raisons impossibles à démêler : faire du social d'une part, et gagner les prochaines élections d'autre part.¹ Cette générosité permanente a été financée par la dette et non pas par l'impôt, ce qui a permis simultanément la croissance de l'épargne des ménages.

Ce qui est surprenant, c'est que plus on donne, plus l'insatisfaction est grande. *Si l'on compare la situation du revenu moyen des deux déciles extrêmes, on démarre avant redistribution avec un écart de 1 à 20, puis on passe de 1 à 9 avec la redistribution monétaire tandis qu'après la redistribution non monétaire de la santé et de l'éducation, on finit avec un écart de 1 à 3. Sans compter tous les droits connexes offerts par les collectivités locales, dans le transport, l'autonomie des personnes âgées, la culture, la politique familiale, etc.* Notre société est qualifiée de capitaliste ultra-libérale par la gauche, qui rêve d'en changer. À l'extrême droite, on critique l'Europe alors que c'est le passage à l'euro qui a permis à la dette française d'être financée avec des emprunts à taux faibles, et donc de poursuivre impunément sa croissance. Trompés par des discours mensongers, les Français votent non à l'Europe en 2005 et élisent massivement des députés LFI et RN.

Notre élite technocratique et politique ne souhaite que le bien commun des Français. Elle est très peu idéologique, certainement pas néolibérale, et encore moins libertarienne. Elle est technicienne, dévouée et a souvent consacré sa vie entière au sujet qui nous occupe. Dans les cadres fixés par la démocratie, elle gouverne un État providence ultra-complexe, qu'elle aime et auquel elle souhaite éviter les ruptures brutales qu'ont connues nos voisins du Sud. Si elle n'y parvient pas, faute de consensus national, nous connaissons déjà le protocole qui nous sera appliqué : baisse des pensions de 15 % en valeur absolue, relèvement brutal de l'âge de départ, ticket modérateur d'ordre public très élevé dans la santé, baisse des salaires et des effectifs de la fonction publique, privatisation de tout le portefeuille souverain, retour aux 39 heures, réforme drastique de l'assurance chômage, suppression de jours fériés. C'est la potion qu'ont bu nos amis portugais en 2011.

Après le récit du passé, l'auteur affirme dans sa conclusion : *comme la protection court plus vite que l'économie, l'État providence est menacé. Il faut maintenant s'organiser pour le remettre sur les rails et c'est tout à fait possible.* Voici les quelques pistes qu'il donne.

¹ Pour gagner les élections de 2017, Emmanuel Macron a privé l'État de 15 Md€ de recettes par an (taxe d'habitation sur les résidences principales). Est-ce du vol ou du social ?

Dans la tête des candidats, le bien de la France, c'est que JE gagne les élections.

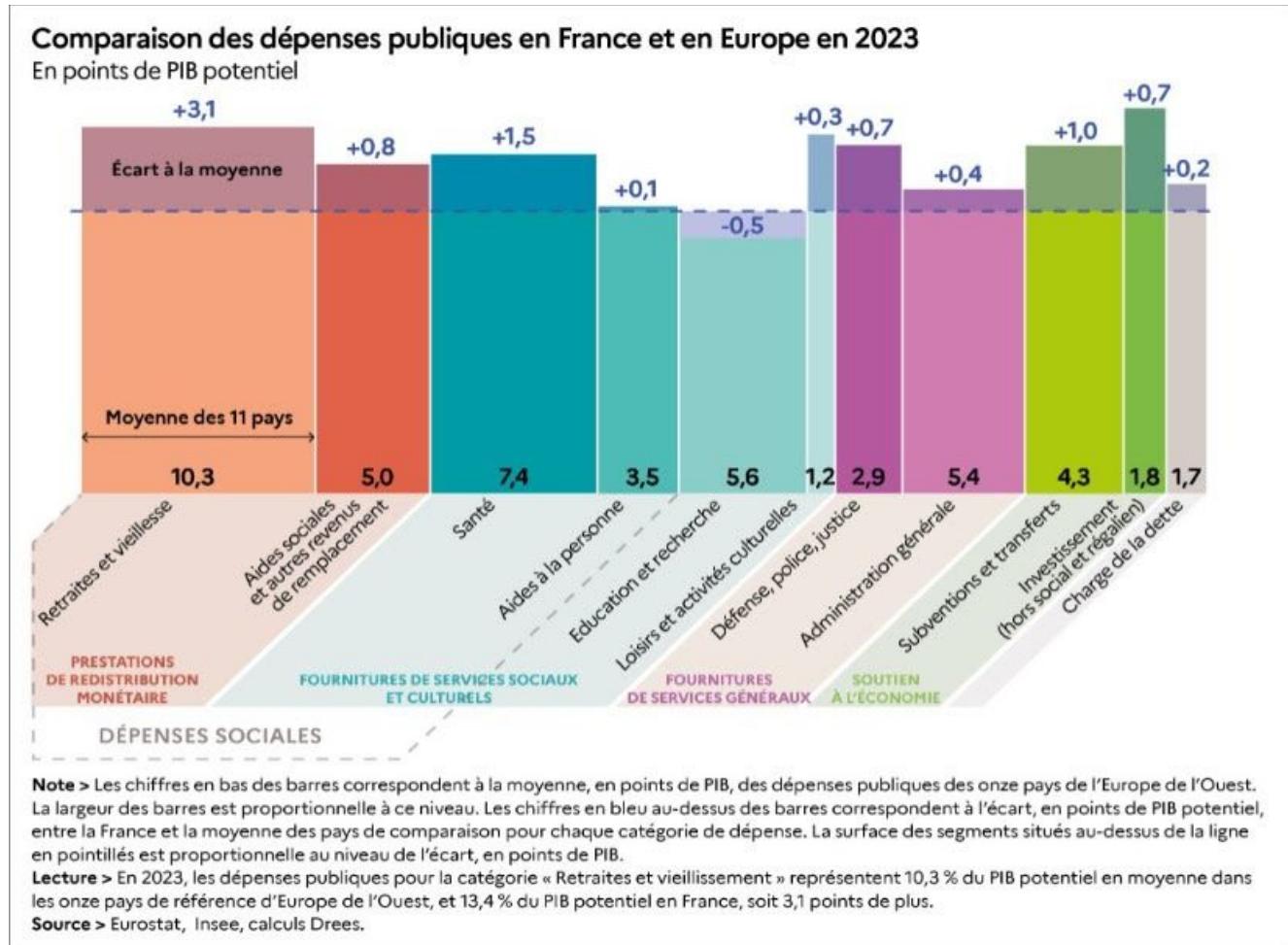
Il faut en vérité trouver progressivement près de 180 milliards d'euros d'économies annuelles, soit 10 % de nos dépenses, pour stabiliser la dette, financer le réarmement et investir dans la décarbonation du pays.

- *C'est d'abord à cause des retraites que le « point mort » de l'État providence français est trop élevé. Elles nous emmènent dans le fossé à chaque crise... Le dérapage des retraites doit être stoppé, en accélérant le passage à l'âge de départ à 65 ans minimum, aux quarante-cinq années de cotisations, et en indexant le volume des pensions versées sur la croissance de l'espérance de vie... La capitalisation est une bonne chose, mais nécessite une trentaine d'années pour produire ses premiers effets.*
- *Augmentation urgente du temps de travail sur toute la vie.*
- *Le bénéfice de la couverture intégrale attaché aux ALD (affections de longue durée) devra très certainement être limité de manière plus systémique, peut-être par un ticket modérateur d'ordre public proportionnel aux revenus, complémentaire d'une augmentation probablement inévitable de la CSG... Augmentation du reste à charge des assurés.*
- *Dans la lutte contre le chômage, les quarante dernières années montrent empiriquement que les allègements de charges, l'apprentissage et l'assouplissement du Code du travail sont le trépied gagnant qu'il faut préserver. Les emplois aidés ne sont en revanche pas la solution.*
- *Revenir au « poids de forme » d'un budget militaire de 100 milliards d'euros en 2030, soit 35 milliards de plus que dans la loi de programmation...*
(pour la décarbonation) *On estime à 50 milliards d'euros les investissements annuels sans profitabilité intrinsèque qui vont devoir être réalisés.¹ S'y ajoute la dette du nouveau nucléaire.*
- *Il faut avoir le courage d'arrêter la production de nouveaux droits sociaux. Le Conseil économique et social recommande la déconjugalisation du RSA, c'est une folie. De même qu'on ne peut se payer ni l'extension du quotient conjugal aux concubins, ni les droits nouveaux pour les femmes des familles monoparentales, ni les allocations familiales au premier enfant, et encore moins le revenu d'autonomie des jeunes en dessous de 25 ans ou l'augmentation des prestations pour le grand âge.*

¹ Augmenter les dépenses, c'est émettre davantage de CO₂. La piste de la réduction de l'obsolescence – augmenter la durée de vie des voitures... - serait plus efficace. Le désastre financier des subventions à l'éolien (intermittent), environ 10 Md€ par an, perdure et n'a été évoqué par personne.

Commentaire

L'importance en France des dépenses sociales est confirmé par un graphique figurant dans un communiqué de presse de la DREES du 3 décembre 2023 :



Les pistes significatives de réductions de dépenses se limitent aux retraites, incluant travailler plus longtemps (jusqu'à 65 ans au moins), et dans le domaine de la santé, aux affections de longue durée et au reste à charge. Ces pistes pourraient peut-être couvrir les augmentations de budgets côté défense et décarbonation, mais pas plus. Elles sont très loin des 180 Md€ de déficit annuel qu'il faudrait résorber, et encore plus loin de réduire la dette historique, d'autant que la croissance du taux d'intérêt n'est pas prise en compte dans les 180 Md€.

Les décisions prises depuis dix ans pour réduire le coût du travail sont onéreuses : 80 Md€ par an pour les réductions de cotisations sur les bas salaires, auxquels s'ajoutent les avantages sociaux et fiscaux sur les heures supplémentaires et la « prime Macron ». Mais y toucher serait accentuer la trappe à bas salaire et la trappe à pauvreté, et donc devoir envisager une baisse du SMIC. Manifestement, pour nos élites, c'est une boîte de Pandore qu'il ne faut pas ouvrir.

Autre sujet d'étonnement : il n'y a pas un mot sur la complexité des lois et dispositifs et donc de leur coût de gestion, pas un mot sur le « mille-feuille », pas un mot sur la réduction massive des emplois dans la fonction publique que ces deux rationalisations permettraient à terme. Ce sujet est tabou pour nos élites, sans doute démunies pour l'affronter. Il est aussi absent de la discussion du PLF 2026, qui prévoit une légère augmentation des emplois malgré la forte baisse du nombre des naissances depuis 2010 et donc du nombre d'enfants à former.

Enfin, il n'y a pas un mot sur les conséquences délétères de la complexité en terme d'opacité, de maltraitance administrative. L'INSEE constate (France portrait social 2025) que 55% des ménages ayant demandé une prestation sociale ont rencontré une difficulté administrative (délai, procédure incompréhensible, pas d'interlocuteur compétent...). Le taux n'est que de 9% pour le paiement des impôts ou contraventions. Nos élites aisées ne sont pas confrontées à cette maltraitance. Dans l'accumulation de dispositifs créés au fil du temps, souvent incohérents, Nicolas Dufourcq – et nos élites dont il est représentatif - ne supprime rien.

Les défenseurs d'un revenu universel seront déçus par le non catégorique exprimé à la déconjugalisation du RSA, aux allocations familiales dès le premier enfant et au RSA pour les 18-25 ans. Je comprends ce « non » à la lumière des tentatives de rationalisation de notre système socio-fiscal. Toute réforme se heurte à l'impératif : pas de perdants parmi les personnes pauvres ou modestes. Donc, toute réforme coûte cher. Pour éviter des dépenses supplémentaires, l'auteur préconise de ne plus réformer !

Une caricature extrême de cet impératif est donnée par le [rapport de l'assemblée nationale sur l'ASU](#) (juillet 2025), qui veut se contenter de rapprocher les « bases ressources » du RSA, de la prime d'activité et des APL. Ce document de 21 pages comprend 22 propositions. Pour l'essentiel, il s'agit d'éviter des perdants, grâce à de nouvelles « usines à gaz » (mesures transitoires...).

La leçon à tirer est que pour avoir des chances de percer dans l'avenir difficile qui est devant nous, une proposition de RU doit s'affranchir de la contrainte « pas de perdants », et être moins dispendieuse que les dispositifs remplacés.

Ce livre révélateur ne semble pas être beaucoup relayé par les médias. S'il devenait menaçant pour les « avantages acquis », il serait facile de botter en touche en accusant Nicolas Dufourcq de faire partie des 0,1 % les plus riches... qui, pour les démagogues de l'opposition, devraient et pourraient payer le déficit et la dette. Mais en fait, il ne menace rien, car il ne réforme rien (de sensible). Cette inaction est ce que l'on peut attendre de nos élites. Autrement dit, ce sont des contraintes extérieures (Europe, marchés financiers...) qui vont forcer la France à se réformer. Nous allons avoir droit, dans peu de temps, à la potion amère que le Portugal a dû avaler en 2011.

À un autre niveau, ce livre pose la question : comment, dans un système électoral démocratique, peut-on éviter la démagogie ? Une piste est la subsidiarité : moins d'État, plus de responsabilité de chacun.